

*Les crédits*

Monsieur le Président, il me semble qu'en face ils vont cesser de dire qu'ils les ont créés les emplois. Si c'était ça leur slogan, si avec le programme d'infrastructure ils sont satisfaits... il y a des gros mots qui me viennent aux lèvres, mais je sais qu'on ne peut pas les utiliser dans cette Chambre sauf en leur donnant des formes que je n'ai pas l'envie d'essayer de leur donner.

Le programme d'infrastructure, au mieux, va créer 65 000 emplois. Au Québec, il en créera 20 000 dit le gouvernement Johnson, en étirant un peu ce que cela peut vouloir dire, 20 000 sur les 800 000 personnes dont la vie tient à la capacité d'avoir un emploi, souvent n'importe lequel.

Alors dire qu'on a fait sa job quand on a un programme qui n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan, c'est manifester au minimum de l'incompréhension et au maximum une inconscience et un manque de compassion qui doivent être dénoncés avec force. Personne ne peut dire que des emplois peuvent être créés comme ça. Mais qu'on soit satisfait d'avoir créé 65 000—pas encore—d'avoir à la fin de la période, peut-être créé 65 000 emplois et qu'on puisse dire «mission accomplie», monsieur le Président, encore une fois les mots me manquent et je préfère rester sur la suggestion.

Le gouvernement est arrivé ensuite avec un budget, budget dont on avait annoncé à grand renfort de coups de trompettes qu'il allait sortir le Canada de l'ornière.

● (1025)

On n'a pas souvent mis en lumière que les prévisions—je ne parle pas des objectifs—mais les prévisions d'emploi de ce Budget font passer le taux de chômage global canadien de 11,2 p. 100 en 1993 à 10,8 p. 100 à la fin de 1995. C'est donc dire que le gouvernement lui-même se résigne à ne pouvoir faire que ce qu'il y a dans le Programme des infrastructures en espérant qu'autour, il y aura un peu d'action.

Monsieur le Président, c'est la première fois que je suis député, j'ai essayé souvent. Mais si je le suis du comté que je représente, c'est pour parler, de la façon que je peux, de la misère et du désespoir de beaucoup de gens. Je ne pourrai jamais endurer que le pouvoir se satisfasse de ne rien faire, surtout quand il s'est fait élire en disant «jobs, jobs, jobs», surtout quand il dit, et il est à ce point dépourvu d'imagination, qu'il aura créé, à la fin de 1996, 40 000 emplois, parce qu'on aura eu le bonheur qu'il n'ait pas augmenté encore plus les cotisations à l'assurance-chômage.

Il affirme—et je sais que je ne peux pas dire ici qu'il dit le contraire de la vérité—mais il affirme qu'il créera des emplois, alors qu'en réalité, la seule chose qu'il fera c'est de ne pas nuire davantage à l'emploi. La vérité, si on se sert des indicateurs d'Emploi et Immigration Canada, c'est que la hausse des cotisations à l'assurance-chômage qu'il a décrétée en janvier a probablement empêché la création de 9 000 emplois. Voilà la vérité. Alors on devrait le féliciter pour qu'il n'empêche pas la création de 40 000 emplois d'ici la fin de 1996! Ce n'est pas là ma conception d'une politique d'emploi.

Le gouvernement a tous les instruments d'un État puissant. Même s'il est endetté, c'est un État, comparativement aux autres, puisqu'il fait partie du G-7, même s'il est plus près de la porte qu'il ne l'a jamais été, il fait partie des pays riches. Cette richesse, il est vrai, lui est largement venue de la richesse de son sous-sol. Il découvre aujourd'hui que la vraie richesse, c'est celle de ses ressources humaines.

Malheureusement, il n'y a pas de recette, il n'y a pas d'investissement facile dans le développement des ressources humaines. Et la formation professionnelle, qui est un instrument puissant, n'est cependant pas une panacée. J'ai participé longuement, avec d'autres membres du Comité du développement des ressources humaines, à des audiences où, à répétition, les gens qui travaillent avec les personnes qui se cherchent un emploi savent combien elles sont nombreuses à avoir des compétences qu'elles ne peuvent utiliser. Faire miroiter qu'une formation, qu'on rendrait au surplus obligatoire, qu'une formation professionnelle courte serait la panacée et qu'elle permettrait de créer ces emplois qu'on recherche, ce n'est pas permis de dire cela. Ce n'est absolument pas permis. En tout cas, cela va à l'encontre des témoignages que nous avons reçus de personnes qui travaillent sur le terrain. Il faut savoir qu'au Québec seulement—je ne connais pas les derniers chiffres, et je vais diminuer un peu les chiffres qui ont été vrais pendant la dernière récession—il y avait plus de 4 000 ingénieurs sans emploi, des ingénieurs, non pas quelqu'un qui avait pris un petit cours de trois mois de perfectionnement dans quelque chose, que je ne sous-estime pas. Mais je dis que pour faire miroiter que des jobs sont attachés à des formations courtes, au surplus obligatoires, il faut prendre des libertés avec la vérité.

● (1030)

Nous aurons l'occasion de revenir souvent sur cette question. Je voudrais cependant dire que j'ai participé avec 1 200 personnes au Forum sur la solidarité sociale au Québec. Il y a eu, au Québec en tout cas, et peut-être parce que le problème du chômage est grave depuis longtemps, une transformation des mentalités. On ne fait pas que demander aux autres de se préoccuper de l'emploi. On sait—et cela peut être vrai des syndicats, c'est vrai des entreprises, c'est vrai des gouvernements, mais c'est aussi vrai des individus—qu'on ne s'attaquera à la question du chômage que dans une politique solidaire. Solidaire veut dire que les riches aussi devront faire leur part et qu'on pourra mettre tout le monde à profit, si on ne se contente pas de laisser aux riches faire leur business en disant aux autres que c'est bien dommage, mais il faut qu'ils se serrent la ceinture, on n'a plus les moyens de payer des programmes sociaux.

Au Québec, il y a longtemps qu'on travaille sur ces questions. On a développé des capacités de concertation. On a développé la capacité employeurs, syndicats, groupes populaires, gouvernements. Après s'être longtemps débattus, on a développé une capacité de consensus. Pour plusieurs, la souveraineté apparaît comme un projet parce qu'on n'a plus de temps à perdre à discuter. On veut mettre les moyens qu'on a à notre disposition rapidement au service des priorités développées dans les régions du Québec.